MISE EN DEPENDANCE DE L'AFRIQUE:

MARGINALISATION ET PAUVRETE

Auteur: Cheikhna-Mouhamed WAGUE

Je dédie ce texte à la mémoire de celui que je considère plus que mes parents biologiques, feu mon oncle paternel El hadji Sidi-Mouhamed Bouna Wagué qui s'est brusquement éteint le Vendredi 17 Mars 2006 à Abidjan. Paix à son âme.

Merci à mon amie Camille Evrard qui a saisi de nouveau ce texte tiré de mon deuxième mémoire de DFA

« Colonisée puis décolonisée, recolonisée tout en étant insultée, objet de convoitises et pourtant marginalisée, courtisée et cependant méprisée, mise en coupe réglée en même temps qu'« aidée » ; voilà l'image de l'Afrique à la veille de ce 3^{ème} millénaire! » ¹

¹ KAMBANG, H. <u>Au-delà de la Conférence Nationale pour les Etats-Unis d'Afrique</u>, collection « Afrique 2000 », éd. Harmattan, 1993, p.101.

I. **Introduction Générale**

Située entre le 37° de latitude nord et le 35° de latitude sud et comprise en majeure partie entre les tropiques, l'Afrique est un continent chaud. Sa superficie totale est de 30 500 000 km2 avec une population estimée en 1998 à 720 000 000 d'habitants¹.

Par sa position géographique, l'Afrique est en butte aux conditions climatiques souvent défavorables avec l'aridité des zones désertiques et le déficit pluviométrique des sahéliennes.

Cependant, l'Afrique regorge d'immenses ressources minières (cuivre cobalt, uranium, fer, etc.), énergétiques (gaz naturel, pétrole), hydroélectriques, halieutiques et végétales. Sur le plan humain, elle est un continent qui se caractérise par une forte jeunesse et un taux d'accroissement naturel élevé.

Aussi semble t-il souhaitable de jeter un regard rétrospectif sur son évolution pour mieux comprendre son état actuel. En effet, étant le berceau de l'humanité, donc berceau des grandes civilisations, l'Afrique connut une préhistoire, une antiquité et un moyen-âge brillants. En d'autres termes, des civilisations originales, des structures et des modèles d'organisation s'y étaient édifiés, assurant l'équilibre de la société, le développement des échanges, de l'agriculture, etc... Mais, avec le déclin des grands empires (notamment la défaite du Songhaï en 1591 face aux armées marocaines), l'Afrique fonctionnera comme une «périphérie » du centre capitaliste européen, et nord américain en formation dans son rôle de fournisseur de main-d'œuvre² pour la mise en valeur du Nouveau Monde.

Ainsi, l'ère coloniale, héritière des siècles du commerce atlantique, sera marquée par le pillage des ressources du continent et son partage en zones d'influences notamment avec la conférence de Berlin en 1884-1885. Le pacte colonial ou l'économie de traite sera mis en œuvre pour satisfaire les besoins métropolitains en matières premières et écouler les produits manufacturés.

L'indépendance acquise, l'Afrique n'a pas pour autant rompu avec le cycle de la dépendance et de la marginalisation. Aujourd'hui, les nouvelles formes de la dépendance se

Voir la préface de Samir Amin du <u>Royaume du Waalo</u> de B. BARRY, Paris, Karthala, 1985, p.

¹ Dictionnaire Encyclopédique Universel, Précis, 1998, p.20.

²

traduisent par l'aide au «développement», les plans d'ajustement structurel des institutions de Bretton Woods.

La question que nous nous posons après avoir brièvement retracé l'évolution historique du continent serait la suivante : quelles relations pouvons-nous établir entre la mise en dépendance de l'Afrique, sa marginalisation et sa pauvreté ?

Sans prétendre à l'exhaustivité, nous avons divisé le travail en deux parties : la première, intitulée les étapes de la mise en dépendance, retracera le cheminement historique de l'Afrique. Quant à la deuxième partie, elle examinera les effets de la mise en dépendance qui ont pour noms A qui, de se la constitue de l marginalisation et pauvreté, à travers le marasme économique et les problèmes sociopolitiques de l'Afrique contemporaine. Puis nous aborderons la conclusion qui, du reste, esquissera les

A. Les étapes de la mise en dépendance

La mise dépendance peut s'apprécier chronologiquement à travers la traite atlantique, la colonisation et la coopération ou la «recolonisation ». Ces différentes étapes découlent d'une sollicitation externe, celle de l'Europe dans sa mise sous tutelle de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Asie. Notre propos se penchera sur ce processus de connexion de l'Afrique à l'économiemonde.

1. La traite atlantique

A la fin du XVIème siècle, l'essor du commerce atlantique et son corollaire fera du continent africain un réservoir de main-d'œuvre pour les plantations américaines. En effet, contre des pacotilles, des milliers des bras les plus valides, des jeunes les plus vigoureux, véritable force productrice qui aurait pu amorcer le décollage de l'Afrique dans tous les domaines¹, se voyaient subitement quitter à jamais le bercail pour l'inconnu. Ainsi, de la fin du XVIème siècle jusqu'au XIXème siècle, l'Afrique souffrait de l'écrémage de sa population (ou de la « saignée démographique » selon l'expression de B. Barry) que les philanthropes dénoncèrent de vive voix.

Même si certains auteurs tels Philippe Curtin, John Fage, Henri Brunschwig minorent l'impact de la traite atlantique sur les sociétés africaines et refusent d'une manière ou d'une autre d'attribuer l'origine du sous-développement actuel du continent à ce commerce des hommes, il est indéniable qu'il engendra, selon les analystes et les «historiens libérés du préjugé colonial raciste», la paupérisation, le vieillissement de la population, l'anarchie, la régression des civilisations et des économies en Afrique et inaugura les bases de la dépendance alimentaire du continent. C'est dire que l'Afrique a été marquée au fer rouge par la traite servile à telle enseigne qu'environ un siècle et demi d'abolition n'ont pu oblitérer les souvenirs.

En citant Suret Canale, Sekene Mody Cissoko notait que «pendant une période où la population du globe se trouvait en rapide expansion, la population de l'Afrique est restée stagnante, si elle n'a pas diminué, son poids relatif dans l'ensemble de la population du globe se trouvait considérablement réduit ». L'auteur poursuit : »la traite paralysa le développement des

¹ KI-ZERBO, citant WILBERFORCE, parle d'une cargaison où sur 130 esclaves, 25 savaient écrire et lire l'arabe. En d'autres termes, notons que le prélèvement s'est opéré dans les tranches des populations les plus nécessaires au dynamisme et au progrès (KI-ZERBO J., 1972, p.220).

forces productrices en Afrique (...): d'abord par l'énorme perte en forces de travail qui en résulta, mais aussi par ses conséquences économiques et politiques indirectes »¹. On comprend dès lors, la responsabilité de la traite atlantique dans le «développement du sous-développement » de l'Afrique actuelle.

Les effets et les méfaits de ce système atroce se sont fait sentir partout dans le continent. Si cette traite a vidé l'Afrique Noire de sa substance humaine la plus compétente, donc ralentit tout possibilité de développement endogène, elle a peu à peu mis fin au fructueux commerce transsaharien. C'est dire que le bilan fut partout pour l'afrique négatif, et bénéfique pour l'Europe et l'Amérique qui en tirèrent des profits exorbitants.

Au demeurant, il est à noter que l'Afrique, prostrée économiquement et blessée humainement par le commerce atlantique, n'a désormais plus les *«antieorps* » pour s'opposer d'une manière efficace à une quelconque domination. C'est dans ce contexte que l'ère coloniale vient accentuer le processus de mise en dépendance par de nouvelles modalités.

2. La colonisation

Après le partage du «gâteau africain » à l'issue de la conférence de Berlin en 1885, l'Afrique est presque entièrement soumise aux zones d'influences britannique, frarçaise, allemande, portugaise, belge et espagnole. Désormais colonisée, soumise aux contraintes de l'économie de traite, l'Afrique va fournir des matières premières aux industries européennes et sera par la même occasion un marché d'écoulement des produits manufacturés.

Pour le maintien de l'ordre colonial, les puissances européennes feront feu de tout bois pour écraser les révoltes indigènes. Qu'elle prenne place dans les colonies britannique, française, allemande, belge, espagnole ou portugaise et quelle que soit la nature de ces colonies (peuplement, exploitation...), l'architecture de la colonisation fut la même : elle mit l'Afrique, considérée comme une terre vacante et sans maître, en coupe réglée en la dominant, en l'exploitant et en la spoliant.

Durant ce tournant, la perte de l'autonomie du continent s'accentua et l'Afrique devint le jouet des grandes puissances. Ainsi, la colonisation a imposé les cultures commerciales de rente au détriment des cultures vivrières pour monétariser l'économie et pour permettre le paiement des

¹ SURET-CANALE J. cité par CISSOKO, S. M., <u>Histoire de l'Afrique Occidentale : moyen âge et temps modernes VIIème siècle-1850</u>, Paris, Présence Africaine, 1966, p.210.

impôts en espèces. Aussi, la personnalité africaine a été piétinée et les sociétés africaines ont été défigurées par le modèle culturel dominant.

En effet, force est de constater que la colonisation a engendré nombre de situations problématiques qui ont influé sur l'évolution du continent. Celles-ci sont repérables dans la vie sociale, économique, politique et culturelle. Les structures économiques (persistance d'une « économie de traite ») et politiques (centralisation administrative) qui s'observent en maints endroits du continent sont par exemple héritées de la colonisation.

C'est dire que bien qu'elle soit juridiquement et officiellement défunte, la nuit coloniale continue toujours à porter son immense ombre sur l'Afrique et à façonner son destin. Ainsi, trente neuf ans après la vague des indépendances, l'Afrique ne s'est pas toujours affranchie de cette domination politique, économique et culturelle.

3. La coopération ou la « recolonisation »

La coopération est l'expression d'une continuité des relations entre les anciennes puissances coloniales et l'Afrique. Aujourd'hui, presque quatre décennies de relations diplomatiques justifient le constat d'un bilan peu reluisant. Et selon T. Mende, la coopération est un prétexte à la «recolonisation ».

En effet, elle met de nouveau l'Afrique à bien des égards dans une autre forme de dépendance, que d'aucuns se plaisent à qualifier de «néocolonialisme ». Ainsi, les économies africaines demeurent extraverties et le poids du capital étranger s'est davantage renforcé. Par exemple la domination des sociétés multinationales n'épargne aujourd'hui aucun domaine : de la banque aux télécommunications, en passant par l'agriculture, l'industrie, le tourisme, la pêche, etc...

Il est compréhensible qu'à partir de ce moment des voix s'élèvent contre cette politique d'aide et de coopération qualifiée d'arnaque ou d'escroquerie. J. Ki-Zerbo, le spécialiste des questions africaines, estime de son côté que «certains états donnent à l'Afrique d'une main fort charitable, mais de l'autre main, ils la dépouillent d'une manière fort peu charitable. On a calculé que le manque à gagner dû à la dépréciation des prix des matières premières venant des pays sous-développés était supérieur aux sommes qui leur sont accordées à titre de prêts ou de dons »¹.

_

¹ KI-ZERBO J., <u>Histoire de l'Afrique Noire d'hier à demain</u>, Paris, Hatier, 1972, p.602.

C'est dire donc que la politique de coopération est un échec ; elle souffre d'une absence de stratégie prompte. Par elle ; l'Afrique est diplomatiquement pillée et reste le jouet des grandes puissances. Ainsi, la perpétuation d'une telle situation, incompatible avec tout dynamisme et progrès, a anéanti « l'afro-enthousiasme » ou « l'afro-optimisme » que les années d'indépendance incarnaient, au profit de « l'afro-pessimisme » qui gagne du terrain en cette fin de siècle. C'est pourquoi un nouveau concept se fait jour, celui du partenariat au développement. Cette nouvelle approche est une remise en cause des méthodes d'une coopération si infructueuse pour le Tiers-Monde en général et l'Afrique en particulier.

En définitive, cette coopération se révèle être un prolongement de cette mise en dépendance, facteur de marginalisation et de pauvreté.

B. Les effets de la mise en dépendance : marginalisation et pauvreté

Les conséquences de la mise en dépendance se traduisent par la prolifération de la pauvreté et la marginalisation du continent dans les échanges internationaux. On peut procéder, pour illustrer notre propos, à une analyse globale de l'économie africaine puis à une étude sectorielle pour mieux diagnostiquer le marasme économique du continent. Enfin, nous tenterons d'inventorier les problèmes sociopolitiques de l'Afrique contemporaine.

1. Le marasme économique

L'économie africaine souffre d'une profonde crise en raison de la chute des revenus d'exportation (matières premières agricoles ou minières), du déficit de la balance des paiements de l'état et de la rareté des capitaux internes pour les investissements, d'où le recours à l'endettement.

a) L'agriculture

Activité principale de la majeure partie de la population active (60% environ), l'agriculture est victime de la persistance des économies de traite avec des spécialisations monoculturalistes (coton, café, cacao...), des nouvelles orientations en matière de politique agricole dans le cadre de l'ajustement structurel (Plan d'Ajustement Structurel de l'Agriculture : PASA). Au total, cette agriculture connaît une baisse angoissante de la production vivrière et ses corollaires : la malnutrition, la sous-alimentation et les maladies. Selon les estimations des

Nations Unies¹, le nombre de décès directs ou indirects dû à la malnutrition entre 1984 et 1987 s'élève à 20 millions. Aussi, selon la même source, la production alimentaire a baissé de 20% depuis 1960.

Dans le domaine des cultures de rente, il faut noter les fluctuations des recettes d'exportation et la main mise des grands groupes internationaux qui déterminent les prix aux producteurs. Selon T. Diakhité², la faillite de l'agriculture africaine condamne dans l'immense majorité des états africains, 60 à 80% de la population à survivre en dessous du seuil de pauvreté absolue. Ainsi, l'Afrique compte en grande partie sur l'aide alimentaire ou les importations de céréales pour nourrir sa population.

Il importe alors de relever de toute urgence le défi alimentaire, si l'on veut éviter le pire.

Par ailleurs, il faudra explorer les voies et moyens d'une amélioration des conditions de vie des ruraux pour freiner l'exode rural et son cortège de malheurs (prostitution, délinquance, urbanisation anarchique, etc...).

L'industrie et le commerce international n'échappent pas aussi aux difficultés qui ont conduit certains états africains aux abois.

b) L'industrie et le commerce international

L'Afrique est le continent le moins industrialisé en dépit de ses immenses ressources minières et énergétiques.

La période coloniale n'a pas permis la mise en place d'une base industrielle solide malgré certains investissements tardifs comme en Afrique Occidentale Française (AOF) dans le cadre du Fonds d'Investissement pour le Développement Economique et Social (FIDES).

Après les Indépendances, les états africains ont tenté dans un élan volontariste des politiques d'industrialisation par l'exploitation des ressources minières (fer, phosphate, uranium, bauxite, etc...) Mais la crise économique mondiale consécutive à la crise pétrolière de 1973 a sonné le coup d'arrêt de ces initiatives. Par ailleurs, l'étroitesse des marchés intérieurs, la rareté des capitaux, la main d'œuvre peu qualifiée sont autant de facteurs limitant le développement industriel du continent.

Dans une certaine mesure le continent a connu même une désindustrialisation avec la fermeture de nombreuses entreprises incapables d'écouler leur production, victimes souvent de la

-

¹ Dictionnaire Encyclopédique Universel, Précis, 1998, p.20.

² DIAKHITE T., <u>L'Afrique malade d'elle-même</u>, Paris, Karthala, 1986, p.31.

concurrence dans une même région de l'implantation d'industries similaires (comme le cas du Sénégal en AOF.

Ce retard d'industrialisation confine l'Afrique dans le rôle de pourvoyeur de matières premières agricoles et minérales et d'acheteur de produits finis, d'où l'extraversion et la fragilité de l'économie. Cela est d'autant plus grave que les échanges entre états d'Afrique et pays industrialisés sont inégaux. Cette détérioration appauvrissant les termes de l'échange est illustrée par la chute de plus de deux milliards soixante-dix-sept millions de dollars (2 077 000 000 \$) des recettes d'exportation entre 1983 et 1987¹. Durant la période allant de 1980 à 1987², les cours on baissé de 38% pour le cacao, 41% pour le café, 16% pour le sucre, 80% pour le bois, 57.4% pour les noix de palme et 46.7% pour le phosphate. Cette situation inquiétante fait dire à J. Ki-Zerbo que les prix «des matières premières grimpent par l'escalier tandis que les prix des manufacturés montent par l'ascenseur »³.

Il est également important de noter que cette situation difficile marginalise les économies africaines au niveau de la Division Internationale du Travail (DIT). D'après H. El Maliki⁴, la participation de l'Afrique à la production industrielle mondiale est symbolique avec environ 1% et moins de 2% au commerce international. Ces données illustrent bien le recul et l'aggravation de la marginalisation de l'Afrique par rapport à d'autres composantes géographiques du Tiers-Monde comme l'Asie du sud-est et l'Amérique latine.

Cette marginalisation a diverses incidences économiques, sociales et politiques dont la plus remarquable est la pauvreté croissante.

2. Les problèmes politiques et socioculturels

La vie politique et socioculturelle se caractérise par une crise sérieuse, à telle enseigne que notre étude ne peut pas faire l'économie de son examen.

³ KI-ZERBO J., op.cit., p.600.

¹ M'BEMBE A., « L'Afrique va imploser », in <u>Le Monde diplomatique</u>, Paris, avril 1990, n°433, p.10-11.

² Ibidem.

⁴ EL MALIKI H., « L'Afrique et le système international », in <u>Afrique et développement</u>, volume XV, n°3/3, 1990, p.11.

a) Les problèmes politiques

La vie politique traverse une profonde crise dans bon nombre d'états de l'Afrique contemporaine. Ainsi, le continent est secoué par des violences qui minent l'état jusqu'à ses fondements.

L'Afrique contemporaine est constituée d'une cinquantaine d'états que le découpage frontalier a rendus peu viables. L'héritage colonial explique donc les différends territoriaux en Afrique. En plus de ces conflits interétatiques (Ethiopie-Erythrée, Mali-Burkina, etc.), on assiste à une recrudescence des conflits intra-étatiques (Liberia, Somalie, Sénégal, Algérie, etc.).

Par ailleurs, à cette instabilité politique s'ajoute la mauvaise gestion des deniers publics. Les biens de l'état qui n'ont pas été investis dans des secteurs improductifs sont grandement détournés par les gouvernants et placés à l'extérieur. Cette gabegie prive le continent de ses ressources matérielles et financières, si nécessaires au financement du développement. Ce qui engendre des difficultés sociales et culturelles.

b) Les problèmes socioculturels

(i) Les problèmes sociaux

Dans la majeure partie des états, le chômage, la famine, la délinquance juvénile, l'analphabétisme, l'urbanisation anarchique, les maladies sont autant de questions qui se posent avec acuité.

Ces pays connaissent aussi une croissance démographique non-maîtrisée qui dépasse souvent le taux de croissance économique. Ces distorsions entre la demande sociale et les ressources disponibles condamnent à la marginalité une grande partie de la population et la pauvreté étend ses tentacules dans toutes les couches sociales.

En effet, le chômage, selon le rapport de l'OIT sur l'emploi dans le monde, a atteint 20 à 25% dans les villes africaines ¹. Selon la même source, pour résorber ce chômage, il est nécessaire de créer six millions de nouveaux empbis chaque année dans la décennie 1990 et dix millions au début du siècle prochain.

En outre, la détérioration des conditions sociales n'a pas épargné le système éducatif en proie à une pénurie de ressources financières et de personnel qualifié. Cette situation explique la

¹ FOUNOU-TCHUIGOUA B., « Afrique subsaharienne : pour une alternative fondée sur l'élimination des facteurs de quart mondialisation », in <u>Afrique et Monde Arabe</u>, 1985, p.167.

montée inquiétante de l'analphabétisme. Le nombre d'analphabètes devrait atteindre cent quarante-sept millions d'ici l'an 2000 contre cent trente-deux millions en 1980 ¹.

Cette crise de l'éducation hypothèque dangereusement l'avenir du cortinent dans un monde de rude compétition pour la maîtrise des sciences et techniques.

Parallèlement à l'éducation, la santé se détériore à la suite de la massification de la pauvreté. Le système sanitaire souffre d'une indigence en infrastructures fonctionnelles et en ressources budgétaires. Cette situation est d'autant plus dramatique que l'Afrique connaît une extension de la pandémie du sida et des maladies endémiques comme le paludisme, principale cause de mortalité en Afrique tropicale. Le taux de mortalité élevé et l'espérance de vie courte risquent de demeurer encore longtemps. En effet, selon les estimations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la tuberculose, elle seule, tuera au moins trois cent millions de personnes entre 1990 et 1993². Dans ce cadre, la Banque Mondiale signale que le taux de mortalité juvénile africain est supérieur de 67% au taux en Asie du sud-est et trois fois plus élevé que le taux en Amérique latine³.

Ainsi, les difficultés sociales s'expliquent par la pauvreté, la détérioration des conditions sanitaires, d'éducation et l'aggravation du chômage. Cette situation est la cause essentielle du chaos qui secoue actuellement l'Afrique.

La vie culturelle porte aussi les stigmates de cette crise globale du continent et témoigne de la dépendance de l'Afrique vis-à-vis de l'extérieur.

(ii) Les problèmes culturels

L'influence de la culture occidentale est forte dans l'Afrique contemporaine. Cette influence est inhibitrice pour l'épanouissement d'une culture africaine développant ses propres racines.

En effet le contact avec l'Occident a permis la diffusion de ses idées et des modèles qui se sont perpétués et constituent aujourd'hui la source du mode d'organisation sociale, politique et administrative. C'est dire que ce mimétisme des intellectuels africains issus de la doctrine de l'assimilation explique que bon nombre d'entre eux aient des approches et des modes de

² DIAKHITE T., op.cit., p.36.

¹ Ibid

³ Ibid

raisonnement empruntés. Ainsi, ils sont inaptes à cerner avec bonheur la complexité des sociétés africaines en pleine mutation.

Il est admis que le retard culturel est une cause fondamentale du sous-développement. A ce titre, H. Kambang¹ notait que «le retard culturel de l'Afrique est immense au regard de la civilisation de l'universel, plutôt au regard de la culture qui prédomine. Le retard matériel de l'Afrique s'explique par son retard, son décalage culturel par rapport aux conceptions prédominantes ». Et ce retard culturel empêche l'éclosion du génie-créateur africain.

Dès lors, il urge de mener une entreprise de réhabilitation de la culture africaine et de transformation des mentalités.

Pour un redressement de l'Afrique, des mesures hardies sont à envisager dans l'éducation, la formation, les programmes audiovisuels pour panser les blessures des sociétés africaines dominées et dénaturées pendant des siècles.

C'est à ce prix que l'Afrique surmontera cette marginalisation dont elle est victime dans la production culturelle mondiale dominée par l'Europe et l'Amérique du nord. En effet, les industries culturelles comme le marché du livre (maisons d'édition), des films (vidéos, cinéma), des chaînes de télévision, des satellites sont l'apanage des grandes puissances et des consortiums occidentaux.

¹ KAMBANG H., Au-delà de la conférence nationale pour les états d'Afrique, Collection 2000, Paris, Harmattan, 1993, p.33.

Conclusion générale

Après ce constat peu reluisant sur l'état du continent, il ne sera pas superflu de s'interroger sur les voies éventuelles de sortie de crise pour arrêter ce processus de dépendance, de marginalisation et de paupérisation qui mine actuellement l'Afrique. Ainsi, elle n'est pas condamnée à demeurer « *la périphérie de la périphérie* » à la veille du 3^{ème} millénaire.

En effet, le problème qui se pose est d'accroître la part de l'Afrique dans l'économie mondiale dans un contexte de globalisation. Pour ce faire, il est nécessaire de relever le défi de la démocratisation des états, de la bonne gouvernance pour permettre une gestion rationnelle des ressources du continent, car ni les grandes puissances ni les institutions internationales (BM, FMI) ne peuvent réellement trouver des solutions idoines à cette crise multidimensionnelle sans un redéploiement intérieur. Il s'agit de prendre des mesures tendant à l'élimination de la corruption, véritable fléau qui décourage les investisseurs et les soutiens aux initiatives de la société civiles, pour la garantie d'une paix durable au sein des communautés nationales.

Aussi, il urge de s'engager résolument dans la voie d'une intégration régionale et continentale, en refusant de faire des organisations africaines comme la CEDEAO (Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest), la SADC (South African Development Comunity), l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) des excroissances d'autres espaces unifiés comme l'UE (Union Européenne) et l'ALENA (Alliance Nord Américaine).

A propos des rapports des états africains avec les partenaires du développement, il faut passer de la coopération «ancienne formule » à un partenariat mutuellement avantageux qui apporte des solutions aux défis du sous-développement, notamment la pauvreté et la dette.

L'Afrique peut s'en sortir en comptant sur ses forces saines (élites intellectuelles, entrepreneurs et masse africaine), en érigeant le culte de l'excellence en une mystique, en opérant une révolution des comportements et des mentalités (civisme et patriotisme par exemple).

Voilà en résumé que lques pistes de réflexion qui sont susceptibles de briser le cercle de la « dépendance renouvelée », porteuse de la marginalisation et de la pauvreté qui empêche l'Afrique d'émerger sur l'échiquier international.

II. Bibliographie thématique

A. La traite atlantique

1. Ouvrages généraux

BARRY, B. <u>Le royaume du Waalo</u>, Paris, Karthala, 1984, 421 p.

Outre l'insistance de l'auteur sur l'impact de la traite et de la colonisation agricole sur le Waalo, l'ouvrage renferme une importante préface de Samir Amin sur les racines historiques du sous-développement, de la dépendance de l'Afrique.

BARRY, B. <u>La Sénégambie du XVème au XIXème siècles: traite négrière, islam, conquête coloniale, Paris, L'Harmattan, 1988, 432 p.</u>

Bonne synthèse portant sur la violence et la régression politique, économique et sociale sécrétée par le contact avec l'Europe du XVème siècle jusqu'à nos jours.

BATHILY, A. <u>Guerriers, tributaires et marchands : le Gajaaga, le pays de l'or.</u>

<u>Développement de la régression d'une formation économique et sociale (8^{ème}19^{ème} siècles), Thèse d'état en Histoire, FLSH de l'UCAD, 1985, 3 tomes.</u>

L'auteur a systématiquement montré l'impact de la traite à travers l'exemple du Gajaaga dans le processus de la régression économique et sociale du continent.

BRAUDEL, F. <u>La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II</u>, Paris, A. Colin, 1949, 589 p.

L'auteur souligne dans cet ouvrage les conséquences du déplacement du centre capitaliste européen naissant de la Méditerranée vers l'Atlantique sur l'Afrique.

CISSOKO, S.M. Histoire de la Afrique occidentale : moyen âge et temps modernes, VIIIème siècle-1850, Paris, Présence Africaine, 1966, 333 p.

Ce travail nous renseigne sur la fin de l'âge d'or ouest-africain avec le déclin du Songhaï, la fin du commerce transsaharien et les conséquences néfastes du commerce atlantique sur l'Afrique.

GUEYE, M. <u>L'esclavage au Sénégal du XVIIème au XIXème siècle</u>, Thèse de 3^{ème} cycle, Nantes, 1969.

Etude intéressante sur l'évolution de la traite et ses incidences sur les sociétés africaines.

RODNEY, W. How Europe underdeveloped Africa, Dar Es Salam, 1969.

Dans cet ouvrage, l'auteur met en lumière les effets économiques et sociaux de la traite atlantique sur le continent africain. Il établit l'impact de la traite négrière atlantique ayant rendu irréversible la mise en dépendance avec la conquête coloniale.

WILLIAMS, E. <u>Capitalisme et esclavage</u>, Paris, Présence Africaine, 1968, 352 p.
 L'auteur nous montre comment l'économie esclavagiste a contribué à l'essor du capitalisme anglais et traite du processus de l'abolition de l'esclavage.

2. Articles

- BATHILY, A. « La traite atlantique des esclaves et ses effets économiques et sociaux en Afrique : le cas du Galam, royaume de l'hinterland sénégambien au 18ème siècle », in Journal of African History, 27, 1986, p.269-293.
- BATHILY, A. « La traite atlantique des esclaves, ses effets économiques et sociaux, genèse du sous-développement en Afrique noire », in <u>Les Annales de la Facultés des Lettres et Sciences Humaines de l'UCAD</u>, n°17, 1987, p.83-93.

Dans ces deux articles, l'auteur examine l'impact de la traite atlantique des esclaves notamment ses retombées sociales et économiques sur l'Afrique.

B. La colonisation

1. Ouvrages généraux

COQUERY-VIDROVITCH, C. et MONIOT, H. <u>L'Afrique noire de 1800 à nos jours</u>, Paris, PUF, 1984, 480 p.

Ouvrage collectif, il revêt un intérêt certain pour notre propos. En effet, il examine successivement la dépendance des colonies à l'égard des métropoles dans le cadre de l'économie de traite, mais aussi la persistance de cette dépendance après l'indépendance.

GUEYE, M. Transformation des sociétés wolof et sérère de l'ère de la conquête à la mise en place de l'administration coloniale, Thèse d'état en histoire, UCAD, 1989-1990, 3 tomes.

Bonne étude sur l'état des sociétés wolof et sérère minées par la violence héritée de la traite atlantique qui a facilité la conquête française et la mise en place de l'administration coloniale.

KI-ZERBO, J. Histoire de l'Afrique noire, d'hier à demain, Paris, 1972, 702 p.
 Ouvrage général dans lequel l'auteur retrace l'évolution du continent depuis les origines en passant par la traite atlantique, la colonisation, la décolonisation, pour finir par les problèmes de l'Afrique contemporaine. Essentiel!

LENINE, V. <u>L'impérialisme</u>, stade suprême du capitalisme, Paris, Ed. Sociales, 1952, 127 p.

L'important dans ce livre se trouve dans sa thèse sur la fin du partage territorial du globe et les profits élevés des capitaux exportés dans les colonies et dépendances.

SURET-CANALE, J. L'Afrique noire : l'ère coloniale : 1900-1945, Paris, Ed. Sociales, 1964.

Cet ouvrage traite de la mise en place de l'administration coloniale et les bases de l'économie de traite.

SURET-CANALE, J. <u>Essai d'histoire africaine : de la traite des Noirs au néocolonialisme</u>, Paris, Ed. Sociales, 1980, 269 p.

Ouvrage qui analyse l'évolution de l'Afrique par la mise en relief des étapes de sa mise en dépendance depuis la traite des Noirs en passant par le colonialisme et le néocolonialisme.

C. Décolonisation et coopération ou «recolonisation » : les problèmes de l'Afrique contemporaine

1. Ouvrages généraux

AMIN, S. <u>L'accumulation à l'échelle mondiale</u>, IFAN-DAKAR, Anthropos-Paris, 1970, 591 p.

Ce travail d'un économiste tiers-mondiste nous apporte un éclairage sur l'inégalité entre les mations et particulièrement sur la détérioration des termes de l'échange.

AMIN, S <u>Le développement inégal</u>, Paris, Minuit, 1978, 365 p.

Poursuivant sa conception sur l'économie-monde qu'il divise entre un centre, les pays développés du nord et une périphérie, les pays pauvres du sud, l'auteur met en exergue la nature de cette inégalité qui frappe les masses ouvrières paysannes de la périphérie, dont l'Afrique.

COQUERY-VIDROVITCH, C. <u>Histoire africaine du 21^{ème} siècle-Sociétés-Villes-Cultures</u>, Paris, L'Harmattan, 1993, 266 p.

Dans cet ouvrage collectif, il faut souligner un intéressant article qui esquisse une relation entre modernisation et marginalisation en Afrique noire.

- DIAKHITE, T. <u>L'Afrique malade d'elle-même</u>, Paris, Karthala, 1986, 162 p.

 Dans ce travail, l'auteur relève un paradoxe entre les ressources matérielles et humaines du continent et sa faillite économique et sociale.
- DUMONT, R. <u>L'Afrique noire est mal partie</u>, Paris, Le Seuil, 1962, 287 p.

 L'auteur traite de façon saisissante des difficultés dans lesquelles s'empêtre les pays africains à cause du gaspillage économique et des mauvaises options prises dans les premières années des indépendances.
- GIRI, J. <u>L'Afrique en panne : vingt cinq ans de « développement »</u>, Paris, Karthala, 1986, 201 p.

 L'auteur montre dans cet ouvrage l'inertie et les difficultés sur le chemin du

décollage de l'Afrique pendant les vingt cinq premières années d'indépendance.

- GRELLET, G. <u>Les structures économiques de l'Afrique noire</u>, Paris, PUF, 1982, 179 p.

 Dans cet ouvrage, l'auteur met à nu l'inadéquation des économies africaines face aux besoins pressants de la population.
- KAMBANG, H. <u>Au-delà de la Conférence Nationale pour les Etats-Unis d'Afrique</u>, collection « Afrique 2000 », Paris, L'Harmattan, 1993, 252 p.
- MANDRAS, H. <u>La fin des paysans</u>, Paris, éd. Babel, 1967, 361 p.

Etude portant sur la crise agricole engendrée par le schéma de l'aménagement colonial qui n'a pas été revu et corrigé après l'indépendance, d'où la persistance d'une économie extravertie.

MENDE, T. <u>De l'aide à la recolonisation</u>, Paris, Seuil, 1972, 316 p.

C'est une critique de l'aide au développement des pays du Tiers-Monde qui croulent sous le poids écrasant de la dette et qui est sans commune mesure avec les réalisations concrètes des pays récepteurs d'aides.

MEISTER, A. <u>L'Afrique peut-elle partir ?</u>, Paris, Seuil, 1966, 450 p.

L'auteur y évoque la déstructuration des sociétés africaines à la suite de l'intrusion européenne et dégage les voies d'un éventuel décollage.

PEAN, P. <u>L'argent noir, corruption et sous-développement,</u> Paris, Fayard, 1988, 255 p.

Pierre Péan dénonce la gestion malsaine des ressources du continent africain et les relations entre la corruption et le sous-développement.

ZISCHA, A. <u>Afrique, complément de l'Europe</u>, Paris, Laffont, 1952, 288 p.

Sur la place essentielle des ressources africaines dans la reconstruction de l'Europe après les deux guerres mondiales.

2. Articles

ALIBET, J. « Economie africaine et coopération française », in <u>Marchés tropicaux</u>, 3/07/1991, n°1729-1731.

Réflexion critique sur les relations franco-africaines et propose de nouvelles orientations à cette coopération.

CHABAL, P. «Pouvoir et violence en Afrique post coloniale », in Politique africaine, Karthala, juin1991, pp.51-64.

Cet article analyse les rapports entre pouvoir et violence comme un processus chaotique et discontinu qui marque la naissance de l'état-nation moderne en Afrique.

CHRETIEN, J.P. « Les racines de la violence contemporaine en Afrique », in <u>Politique</u> africaine, 42 Paris, Karthala, juin 1991, pp.15-27.

DOUMOU, A. « L'état africain à l'épreuve de la contrainte extérieure », in <u>Afrique et</u> développement, volume XV, n°3/3, 1990, pp.20-40.

- Excellent article qui analyse la place marginale de l'Afrique dans la Division Internationale du Travail (DIT).
- ELEKI-OTABELA, M.L. «La marginalisation de l'Afrique ; examen des rapports états/société civile », in <u>Afrique et développement</u>, volume XIV, n°3/3, 1990, pp.71-103. Etude sociologique sur la nature des rapports entre l'Etat et les sociétés civiles dans le contexte de la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel en Afrique.
- EL MALKI, H. « L'Afrique et le système international », in <u>Afrique et développement</u>, volume XV, n°3/3, 1990, pp.7-19.

Chiffres à l'appui, l'auteur démontre les mécanismes de la marginalisation et la place négligeable de l'Afrique dans la production des biens et services.

FOUNOU-TCHUIGOUA, B. « L'Afrique subsaharienne : pour une alternative fondée sur l'élimination des facteurs de quart-mondialisation », in <u>Afrique et Monde Arabe</u>, Paris, L'Harmattan, 1995, pp.139-173.

Cet article intéressant examine les crises socio-économiques de l'Afrique contemporaine et suggère des alternatives fondées sur la reconquête de la souveraineté des états sur le plan international et la libération du monde paysan sur le plan interne.

JEANNENY, J.M. «La coopération pourquoi faire? », in <u>Croissance des jeunes nations</u>, 313, février 1989, pp.15-22.

Il s'agit d'un regard critique sur le bilan de la coopération franco-africaine. Il suggère un réajustement de l'aide.

MAMDANI, M. «State and civil in contemporany Africa: reconceptualizing the birth of state nationalism and defeat of popular movements», in <u>Afrique et développement</u>, volume XV, n°3/3, 1990, pp.47-70.

Analyse les rapports entre l'état et la société civile dans l'Afrique contemporaine.

MANSARY, A. « Les marginalisés de l'éducation : quels groupes ? », in <u>Unesco-Afrique</u>, n°1, mars 1991, pp.19-25.

Sur le groupes les plus victimes de l'analphabétisme en Afrique.

M'BEMBE, A. « L'Afrique noire va imploser », in <u>Le Monde Diplomatique</u>, Paris, n°433, pp.10-11.

Il s'agit de la dégradation brutale des termes de l'échange et de la diminution du volume de l'aide au développement en faveur de l'Afrique depuis la dislocation du bloc de l'est.

PALLOIX, C. « Economie d'endettement international ou économie de crédit international?

Des limites de l'impérialisme », in Colloque : Vers quel ordre mondial?,

Paris, Université de Paris VIII, 28/09-01/10/1993.

C'est un débat économique qui se penche sur l'ordre mondial.

TEVOEDJRE, A. « Pauvreté, progrès et culture dans le contexte de l'Afrique et dans la perspective du développement endogène et centré sur l'homme », in <u>Pauvreté</u>, progrès et développement, L'Harmattan-Unesco, 1990, pp.245-253.

Plaidoyer pour la réhabilitation de l'Afrique par une participation consciente des Africains pour vaincre la misère.